

Le shadow AI : l'IA grand public comme cheval de Troie

Étude 08 — Réagencer le travail à l'âge des agents

Mathieu Guglielmino

2026-06-13

Le fil

La thèse	1
1. L'IA entre par le bas : l'usage a une longueur d'avance sur la gouvernance	2
2. Le BYOAI est un réflexe de masse, pas une lubie de jeunes geeks	3
3. Le travail réel passe par des comptes personnels, hors du périmètre DSI	3
4. Ce qu'on y verse devient de plus en plus sensible	4
5. Le shadow AI n'est plus un risque abstrait : il a un coût mesuré	5
6. Le chiffre fantôme — et le premier vrai chiffre français	6
7. Interdire ne marche pas : la règle ne supprime pas l'usage, elle l'enfouit	8
Conclusion : équiper et cadrer, pas interdire	10
Sources et références	10

Journal des mises à jour

- **2026-06-27** — Nouvelle section « Interdire ne marche pas » : la France n'est plus sans mesure du contournement (KPMG × Melbourne 2025, échantillon national représentatif — 45 % contournent les règles, 53 % présentent l'IA comme leur travail) ; le canal sanctionné reste minoritaire (IDC EMEA). Origine du « 68 % » éclaircie (chiffre anglo-saxon Menlo, jamais une mesure française). Deux schémas ajoutés.
- **2026-06-13** — Ouverture du dossier : thèse, 6 schémas, données ouvertes anglo-saxonnes + qualitatif France (Inria × datacraft).

La thèse

La transformation par l'IA ne descend pas des projets de la DSI : elle **monte par le bas**, portée par des salariés qui bricolent avec leur abonnement personnel. Le « shadow AI » — l'usage non encadré d'outils grand public — n'est pas une marge : c'est **le vrai état des lieux** de l'IA au travail, et simultanément un **triple angle mort** de gouvernance, de sécurité et de mesure. La vraie question n'est pas « les salariés utilisent-ils l'IA ? » — la réponse est oui, massivement et hors radar — c'est : **que charrie cet usage clandestin, combien il coûte déjà, et quel est, en France, l'écart entre ce que la DSI croit et ce que les salariés font.**

- Cette étude établit l'ampleur du phénomène à partir des données ouvertes disponibles — puis montre, précisément, **là où la mesure manque encore** : non plus l'existence du contournement

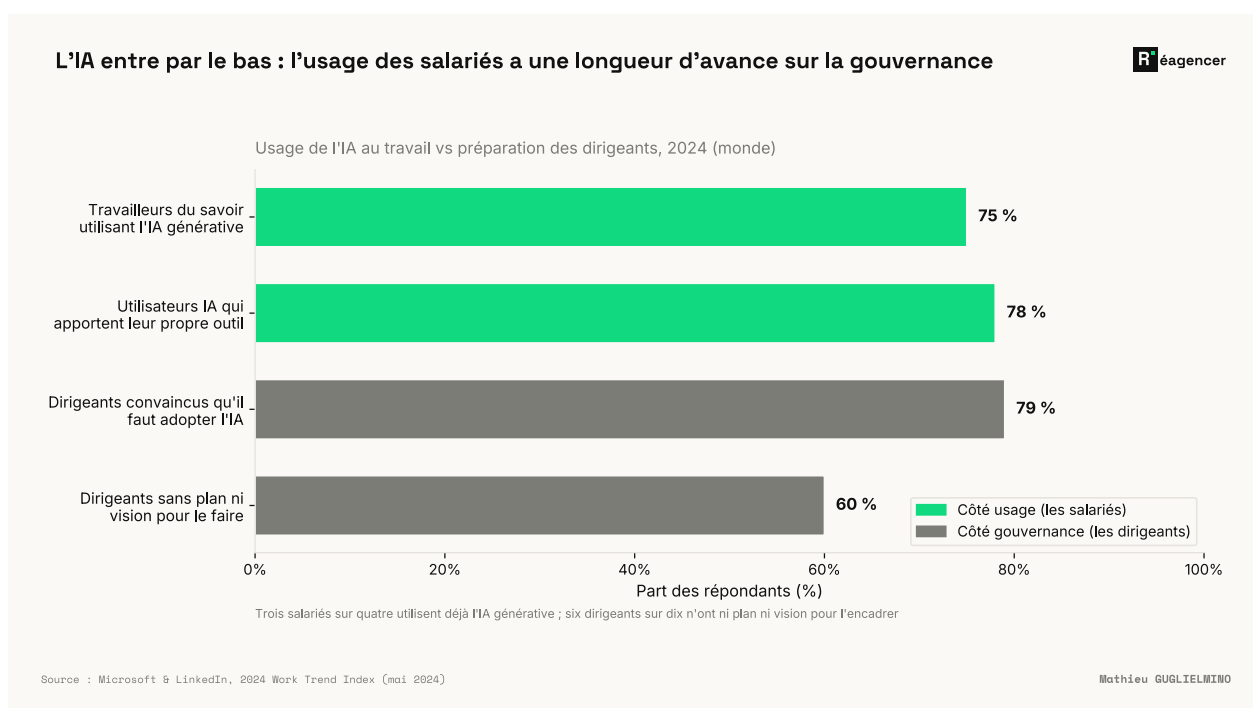
(un premier chiffre français existe désormais), mais le **delta** entre l'usage perçu par les décideurs et l'usage réel des salariés, que seul le questionnaire propriétaire pourra produire.

Honnêteté méthodologique. L'essentiel de la donnée chiffrée du shadow AI est **anglo-saxonne** (Microsoft, Cyberhaven, IBM) : elle décrit une réalité, pas un taux français. La seule source primaire française qualitative (Inria x datacraft) repose sur quatorze entretiens, sans prévalence représentative. Depuis 2025, un **premier read représentatif français** existe pourtant (KPMG x Université de Melbourne) — il mesure le **contournement déclaré**, mais pas la prévalence par compte personnel, ni surtout le **delta DSI-perçu ↔ salarié-réel**. C'est ce delta, le chiffre qui manque encore, que cette étude veut faire combler par le terrain.

1. L'IA entre par le bas : l'usage a une longueur d'avance sur la gouvernance

Le point de départ est net. Selon le 2024 Work Trend Index de Microsoft et LinkedIn, **75 %** des travailleurs du savoir utilisent déjà l'IA générative au travail, et **78 %** des utilisateurs « apportent leur propre outil » (le bring your own AI, ou BYOAI)¹. En face, la gouvernance suit de loin : **79 %** des dirigeants jugent l'adoption de l'IA nécessaire, mais **60 %** reconnaissent ne disposer **ni d'un plan ni d'une vision** pour l'encadrer².

```
analyse.fig_usage_gouvernance(d);
```



¹Microsoft & LinkedIn, 2024 Work Trend Index — The state of AI at work (executive summary, mai 2024) : 75 % des travailleurs du savoir utilisent l'IA générative ; 78 % des utilisateurs IA « apportent leur propre outil » (BYOAI) ; BYOAI à 85 % (génération Z), 80 % (PME), 73 % (baby-boomers) ; 79 % des dirigeants jugent l'adoption nécessaire mais 60 % craignent l'absence de plan ou de vision pour l'encadrer. <https://news.microsoft.com/source/2024/05/08/microsoft-and-linkedin-release-the-2024-work-trend-index-on-the-state-of-ai-at-work/>

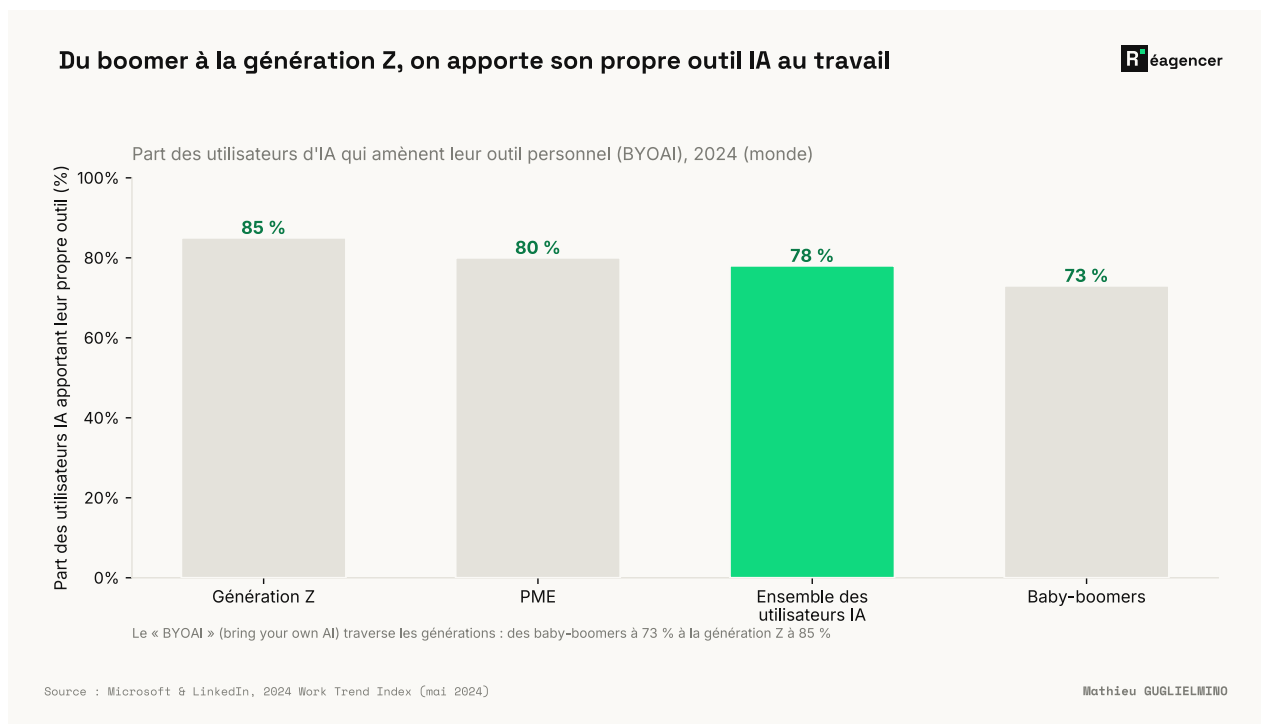
²Microsoft & LinkedIn, 2024 Work Trend Index — The state of AI at work (executive summary, mai 2024) : 75 % des travailleurs du savoir utilisent l'IA générative ; 78 % des utilisateurs IA « apportent leur propre outil » (BYOAI) ; BYOAI à 85 % (génération Z), 80 % (PME), 73 % (baby-boomers) ; 79 % des dirigeants jugent l'adoption nécessaire mais 60 % craignent l'absence de plan ou de vision pour l'encadrer. <https://news.microsoft.com/source/2024/05/08/microsoft-and-linkedin-release-the-2024-work-trend-index-on-the-state-of-ai-at-work/>

L'asymétrie est l'histoire. Là où l'on a longtemps imaginé l'IA descendant de projets pilotés par la direction des systèmes d'information, c'est l'inverse qui se produit : l'usage précède le cadre. La transformation monte du poste de travail, et la gouvernance court derrière.

2. Le BYOAI est un réflexe de masse, pas une lubie de jeunes geeks

On pourrait croire le phénomène cantonné aux nouvelles générations. C'est faux. Le BYOAI traverse les âges et les tailles d'organisation : **85 %** chez la génération Z, **80 %** dans les PME, **73 %** encore chez les baby-boomers³. Apporter son propre outil n'est pas une posture générationnelle — c'est devenu un comportement par défaut.

```
analyse.fig_byoai(d);
```



Ce détail compte pour la suite : un comportement aussi répandu ne se traite pas comme une déviance individuelle qu'on corrige par une note de service. C'est un fait structurel de l'organisation du travail — donc un objet de gouvernance, pas de discipline.

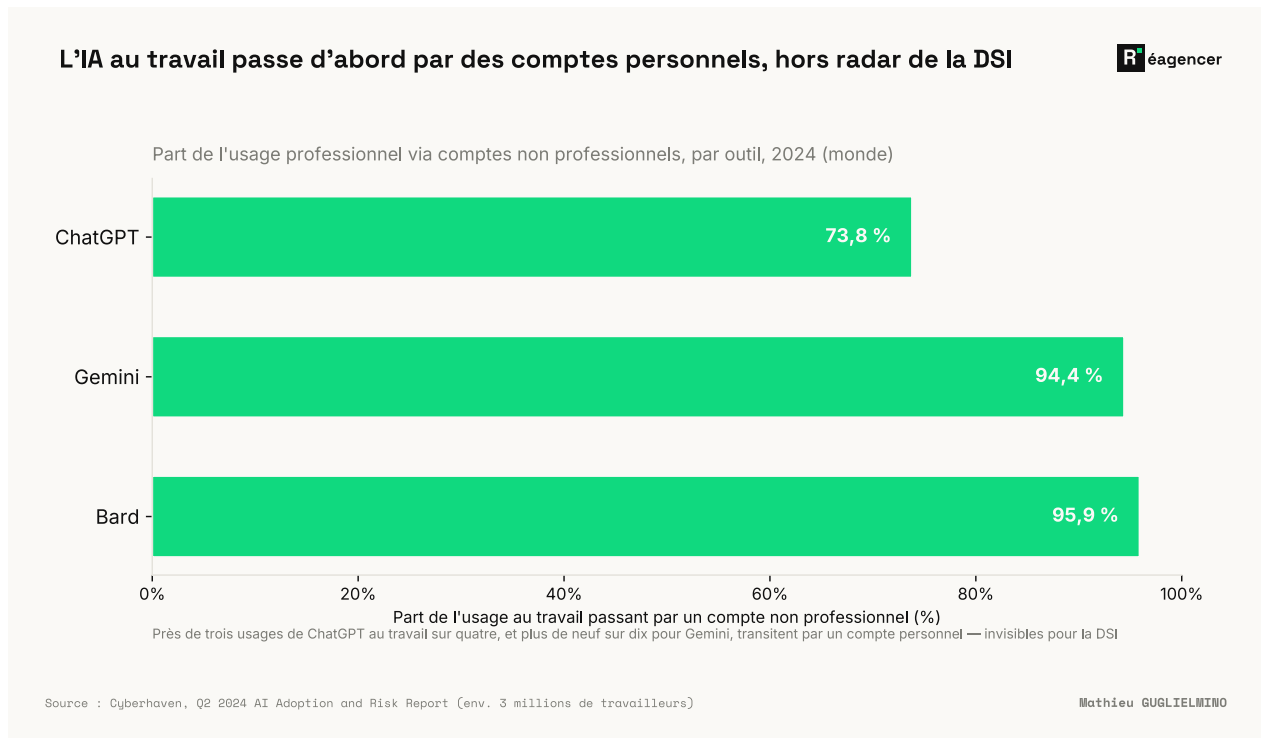
3. Le travail réel passe par des comptes personnels, hors du périmètre DSI

Là où le sujet devient un problème de sécurité, c'est dans le canal de cet usage. D'après le Q2 2024 AI Adoption and Risk Report de Cyberhaven (environ trois millions de travailleurs analysés), l'essentiel de l'usage professionnel transite par des comptes **non professionnels** : **73,8 %** pour

³Microsoft & LinkedIn, 2024 Work Trend Index — The state of AI at work (executive summary, mai 2024) : 75 % des travailleurs du savoir utilisent l'IA générative ; 78 % des utilisateurs IA « apportent leur propre outil » (BYOAI) ; BYOAI à 85 % (génération Z), 80 % (PME), 73 % (baby-boomers) ; 79 % des dirigeants jugent l'adoption nécessaire mais 60 % craignent l'absence de plan ou de vision pour l'encadrer. <https://news.microsoft.com/source/2024/05/08/microsoft-and-linkedin-release-the-2024-work-trend-index-on-the-state-of-ai-at-work/>

ChatGPT, **94,4 %** pour Gemini, **95,9 %** pour Bard⁴. Autrement dit, le travail réel s'effectue dans des espaces sur lesquels l'organisation n'a **aucune visibilité ni aucun contrôle**.

```
analyse.fig_comptes_perso(d);
```



Ce n'est pas neutre : un compte personnel échappe aux paramètres d'entreprise — pas de cloisonnement des données, pas de garantie sur l'entraînement du modèle, pas de journalisation. Le périmètre que la DSI croit administrer n'est tout simplement pas celui où se fait le travail.

4. Ce qu'on y verse devient de plus en plus sensible

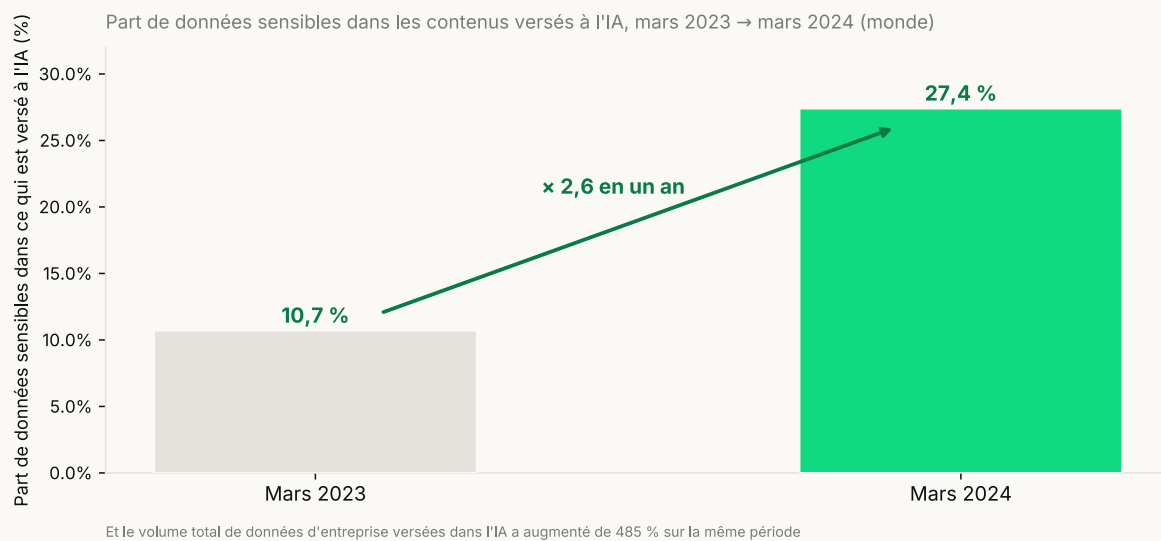
Le risque ne tiendrait à rien si l'on n'y collait que des brouilles. Or la tendance est inverse. Toujours selon Cyberhaven, la part de **données sensibles** dans ce qui est versé à l'IA est passée de **10,7 %** (mars 2023) à **27,4 %** (mars 2024) — multipliée par 2,6 en un an — tandis que le **volume total** de données d'entreprise confiées à l'IA augmentait de **485 %** sur la même période⁵.

```
analyse.fig_donnees_sensibles(d);
```

⁴Cyberhaven, Q2 2024 AI Adoption and Risk Report (mai 2024, environ 3 millions de travailleurs analysés) : volume de données d'entreprise versées dans l'IA en hausse de 485 % (mars 2023 → mars 2024) ; part de données sensibles passée de 10,7 % à 27,4 % ; usage professionnel via comptes non professionnels — ChatGPT 73,8 %, Gemini 94,4 %, Bard 95,9 %. <https://www.cyberhaven.com/blog/shadow-ai-how-employees-are-leading-the-charge-in-ai-adoption-and-putting-company-data-at-risk>

⁵Cyberhaven, Q2 2024 AI Adoption and Risk Report (mai 2024, environ 3 millions de travailleurs analysés) : volume de données d'entreprise versées dans l'IA en hausse de 485 % (mars 2023 → mars 2024) ; part de données sensibles passée de 10,7 % à 27,4 % ; usage professionnel via comptes non professionnels — ChatGPT 73,8 %, Gemini 94,4 %, Bard 95,9 %. <https://www.cyberhaven.com/blog/shadow-ai-how-employees-are-leading-the-charge-in-ai-adoption-and-putting-company-data-at-risk>

Ce qu'on colle dans l'IA grand public devient de plus en plus sensible



Source : Cyberhaven, Q2 2024 AI Adoption and Risk Report

Mathieu GUGLIELMINO

Le cumul des deux dynamiques est ce qui inquiète : on verse beaucoup plus, et ce qu'on verse est de plus en plus confidentiel. Le canal incontrôlé du §3 devient, mécaniquement, un canal de fuite.

5. Le shadow AI n'est plus un risque abstrait : il a un coût mesuré

Ce risque a désormais un prix documenté. Le Cost of a Data Breach Report 2025 d'IBM Security établit que **20 %** des organisations ont subi une violation liée au shadow AI, avec un **surcoût moyen de 670 000 dollars** par incident⁶. Plus parlant encore sur la nature du problème : **97 %** des violations liées à l'IA portaient sur des systèmes **sans contrôle d'accès** approprié, et la plupart des organisations victimes n'avaient **aucune politique de gouvernance** de l'IA⁷.

```
analyse.fig_cout_gouvernance(d);
```

⁶IBM Security, Cost of a Data Breach Report 2025 (août 2025) : 20 % des organisations ont subi une violation liée au shadow AI ; surcoût moyen de 670 000 USD par incident ; 97 % des violations liées à l'IA portaient sur des systèmes sans contrôle d'accès approprié ; la plupart des organisations victimes étaient dépourvues de politique de gouvernance de l'IA. <https://www.ibm.com/reports/data-breach>

⁷IBM Security, Cost of a Data Breach Report 2025 (août 2025) : 20 % des organisations ont subi une violation liée au shadow AI ; surcoût moyen de 670 000 USD par incident ; 97 % des violations liées à l'IA portaient sur des systèmes sans contrôle d'accès approprié ; la plupart des organisations victimes étaient dépourvues de politique de gouvernance de l'IA. <https://www.ibm.com/reports/data-breach>

Le shadow AI n'est plus un risque abstrait : il a un coût mesuré

Réagencer

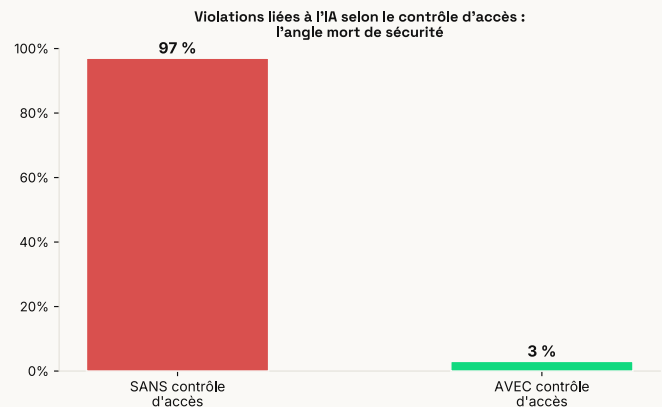
Surcoût, fréquence et défaut de contrôle des violations liées au shadow AI, 2025 (monde)

+670 k\$

de surcoût moyen par violation impliquant du shadow AI

20 %

des organisations ont subi une violation liée au shadow AI



Source : IBM Security, Cost of a Data Breach Report 2025. Mise en regard Réagencer

Mathieu GUGLIELMINO

L'angle mort se chiffre donc des deux côtés : l'usage est massif, l'encadrement marginal, et l'écart se paie. Le shadow AI a quitté le registre de la crainte théorique pour entrer dans celui de la ligne comptable.

6. Le chiffre fantôme — et le premier vrai chiffre français

- Reste la question qui devrait fonder le débat français — et qui commençait à manquer. **Aucune source primaire française ne mesurait la prévalence du shadow AI.** La seule étude française primaire, Le Shadow AI d'Inria et datacraft (Y. Ferguson, oct. 2025), est explicitement **qualitative** : quatorze organisations pionnières, quatorze entretiens et une journée de co-construction⁸. Son apport est précieux — une **typologie** des usages informels (le bricolage, l'usage tacite via l'IA déjà embarquée dans les outils, le shadow learning, l'usage masqué au client) — mais elle ne produit, et ne prétend produire, **aucun taux représentatif**.

```
analyse.fig_mesure_france(d);
```

⁸Inria × datacraft, Le Shadow AI (Y. Ferguson, oct. 2025) : étude **qualitative** fondée sur quatorze organisations pionnières, quatorze entretiens et une journée de co-construction ; documente une typologie des usages informels (bricolage, usage tacite via IA embarquée, shadow learning, usage masqué au client) ; ne produit aucun taux représentatif. https://datacraft.paris/wp-content/uploads/2025/10/Rapport-INRIA-_compressed.pdf

Shadow AI français : un premier chiffre réel, un chiffre fantôme, et le delta qui manque

Réagencer

Nature des « chiffres » du shadow AI : ce qui est mesuré, ce qui est qualitatif, ce qui est un artefact de reprise, ce qui reste à mesurer

●	Comptes perso : 73,8 % de ChatGPT au travail (Cyberhaven, monde)	Mesuré
●	Coût : +670 k\$ par violation shadow AI (IBM, monde)	Mesuré
●	France : 45 % contournent les règles d'usage (KPMG × Melbourne)	Mesuré
◆	France : 14 organisations, 14 entretiens (Inria × datacraft)	Qualitatif
✖	« 68 % des salariés français » (presse, sans source primaire FR)	Artefact
○	Le delta DSI-perçu ↔ salarié-réel, en France, représentatif	À mesurer
●	Mesuré	
◆	Qualitatif	
✖	Artefact	
○	À mesurer	

Source : Microsoft, Cyberhaven, IBM, Inria × datacraft, KPMG × Melbourne, Revue critique Réagencer

Mathieu GUGLIELMINO

Le chiffre fantôme. On lit partout, dans la presse spécialisée française, que « 68 % des salariés français utiliseraient l'IA sans en informer leur direction (75 % chez les cadres) ». **Ce chiffre n'est porté par aucune source primaire française.** C'est un **artefact de reprise** — une statistique qui circule de citation en citation sans origine distincte. On sait désormais qu'un « 68 % » bien réel existe dans la littérature anglo-saxonne : Menlo Security cite, dans son 2025 Report (août 2025)⁹, une « hausse de 68 % » du shadow AI — une croissance de trafic, non un taux de prévalence — tandis que le corps du rapport mentionne que 68 % du trafic passe via des comptes personnels. Sa **transposition en prévalence française reste induite** : c'est une mesure anglo-saxonne, ambiguë dans sa formulation originale, jamais validée sur un échantillon français. Nous ne le citons donc **jamais comme une mesure**. C'est, au contraire, exactement le type de trou qu'il faut combler avec des données primaires.

- La bonne nouvelle de 2025 est qu'un **premier read représentatif** existe désormais pour la France. L'étude KPMG × Université de Melbourne (Trust, attitudes and use of artificial intelligence : A global study 2025, plus de 48 000 personnes dans 47 pays)¹⁰ inclut un volet national français et mesure les comportements auto-déclarés côté salariés : **45 %** ont déjà utilisé l'IA en **contravention des règles et consignes**, **53 %** ont **présenté du contenu généré par l'IA comme le leur**, 46 % en ont fait un usage inapproprié — alors que **seules 42 %** des organisations disposent d'une politique de gouvernance. Ce n'est plus zéro mesure : c'est un premier signal quantifié, côté salariés. La section 7 le développe dans ses implications.

⁹Menlo Security, How AI is Shaping the Modern Workspace — 2025 Report (4 août 2025) : trafic vers les sites d'IA générative en hausse de 50 % (de 7 milliards de visites en février 2024 à 10,53 milliards en janvier 2025) ; 55 % des saisies dans les outils d'IA générative contenaient des données sensibles ou personnelles. La statistique de « 68 % » associée à ce rapport est anglo-saxonne (usage via comptes personnels / hausse du shadow AI selon les formulations) et ne constitue pas une mesure française. <https://www.menlosecurity.com/press-releases/menlo-securitys-2025-report-uncovers-68-surge-in-shadow-generative-ai-usage-in-the-modern-enterprise>

¹⁰KPMG & Université de Melbourne, Trust, attitudes and use of artificial intelligence : A global study 2025 (échantillon national représentatif, plus de 48 000 personnes dans 47 pays ; volet France). France : 45 % ont utilisé l'IA en contravention des règles et consignes ; 53 % ont présenté du contenu généré par l'IA comme le leur ; 40 % en font un usage intentionnel au travail ; 42 % des organisations ont une politique de gouvernance. Monde : 57 % d'usage non transparent, 56 % ont utilisé l'IA sans savoir si c'était autorisé. <https://kpmg.com/xx/en/our-insights/ai-and-technology/trust-attitudes-and-use-of-ai.html>

- Ce premier chiffre ne comble pas le trou central de l'étude. La donnée KPMG mesure des comportements **auto-déclarés** par les salariés — elle ne capture ni la **perception des décideurs** sur l'ampleur du phénomène, ni donc **l'écart entre ce que la DSI croit et ce que les salariés font réellement**. Ce delta reste sans mesure française.
- C'est précisément ce que le questionnaire propriétaire est conçu pour produire : la même vague interroge, d'un côté, les **décideurs** (la part de salariés qu'ils estiment en usage non encadré) et, de l'autre, les **salariés** (l'usage qu'ils déclarent réellement, les tâches concernées, les données confiées, ce qui pousse au contournement). Le **chiffre fondateur** est le delta entre les deux — l'écart entre l'usage perçu et l'usage réel. Ce n'est donc plus « la France n'a aucun chiffre » : la France a désormais un premier chiffre réel sur le **contournement**, mais pas encore sur ce **delta** DSI-perçu ↔ salarié-réel. C'est lui, et non un chiffre fantôme, qui dira l'ampleur du shadow AI en France.

7. Interdire ne marche pas : la règle ne supprime pas l'usage, elle l'enfouit

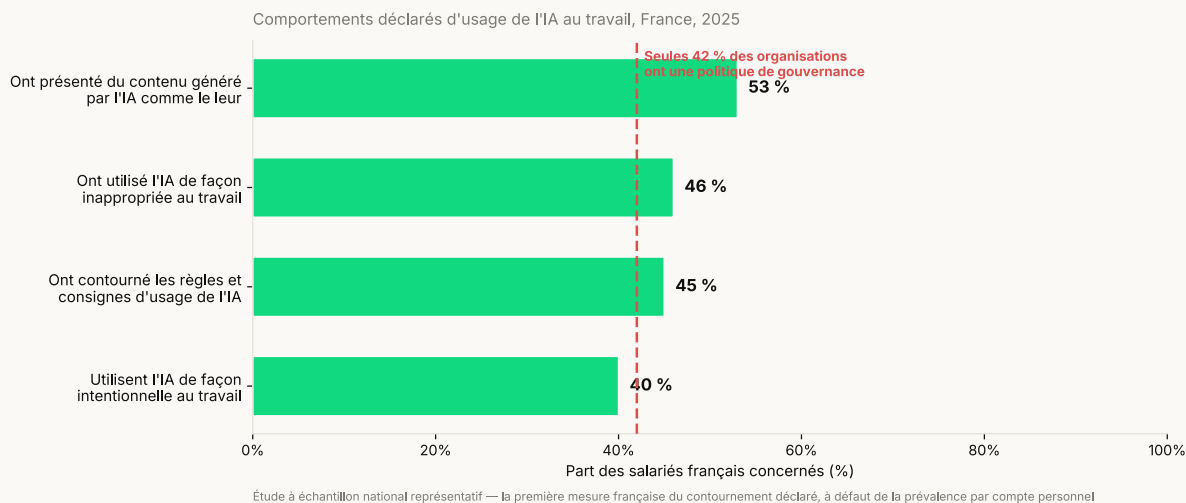
- On pourrait croire qu'une politique d'interdiction règle le problème. Les données disent l'inverse. En France, l'étude KPMG × Université de Melbourne (Trust in AI 2025)¹¹ — échantillon national représentatif, comportements auto-déclarés côté salariés — livre un constat sans ambiguïté : **45 %** des salariés ont déjà utilisé l'IA en **contravention des règles et consignes**, **53 %** ont **présenté du contenu généré par l'IA comme le leur**, 46 % en ont fait un usage inapproprié — et cela dans un contexte où **seules 42 %** des organisations disposent même d'une politique de gouvernance. L'interdiction ne contient pas l'usage : elle coexiste avec lui.

```
analyse.fig_france_contournement(d);
```

¹¹KPMG & Université de Melbourne, Trust, attitudes and use of artificial intelligence : A global study 2025 (échantillon national représentatif, plus de 48 000 personnes dans 47 pays ; volet France). France : 45 % ont utilisé l'IA en contravention des règles et consignes ; 53 % ont présenté du contenu généré par l'IA comme le leur ; 40 % en font un usage intentionnel au travail ; 42 % des organisations ont une politique de gouvernance. Monde : 57 % d'usage non transparent, 56 % ont utilisé l'IA sans savoir si c'était autorisé. <https://kpmg.com/xx/en/our-insights/ai-and-technology/trust-attitudes-and-use-of-ai.html>

En France, près d'un salarié sur deux contourne déjà les règles d'usage de l'IA

Réagencer



Source : KPMG & Université de Melbourne, Trust in AI 2025 — France insights

Mathieu GUGLIELMINO

- L'angle mort n'est donc plus le chiffre — on l'a désormais, au moins pour la France. C'est le **cadre** qui manque : moins d'une organisation sur deux s'est dotée d'une politique, et même là où elle existe, elle est contournée par une majorité.
- Ce n'est pas une singularité française. L'étude KPMG mesure le même phénomène à l'échelle mondiale (p. 76) : **57 %** des salariés admettent un usage **non transparent**, **56 %** ont utilisé l'IA « sans savoir si c'était autorisé », près d'un sur deux contrevient aux politiques en vigueur¹². Aux États-Unis, une enquête Anagram (août 2025, 500 salariés à temps plein)¹³ trouve **45 %** d'usage d'outils **interdits** au travail, **40 %** de salariés prêts à **violier sciemment** la règle pour gagner du temps, **58 %** ayant déjà saisi des **données sensibles** (dossiers clients, données financières, documents internes) dans des outils d'IA. La convergence transatlantique est le signal : le contournement est structurel, pas culturel.
- Le mécanisme est net. IDC (Global Employee Survey, avril 2025, zone EMEA)¹⁴ : seul **23 %** des salariés passent par un outil **fourni par l'organisation** ; **56 %** opèrent hors périmètre (**39 %** via des outils gratuits non fournis, **17 %** via des outils payés à titre personnel). La disproportion est la clé : interdire le canal non sanctionné ne supprime pas le besoin métier qui l'alimente — il le pousse plus profond dans l'ombre, là où la DSI ne voit plus rien.

¹²KPMG & Université de Melbourne, Trust, attitudes and use of artificial intelligence : A global study 2025 (échantillon national représentatif, plus de 48 000 personnes dans 47 pays ; volet France). France : 45 % ont utilisé l'IA en contravention des règles et consignes ; 53 % ont présenté du contenu généré par l'IA comme le leur ; 40 % en font un usage intentionnel au travail ; 42 % des organisations ont une politique de gouvernance. Monde : 57 % d'usage non transparent, 56 % ont utilisé l'IA sans savoir si c'était autorisé. <https://kpmg.com/xx/en/our-insights/ai-and-technology/trust-attitudes-and-use-of-ai.html>

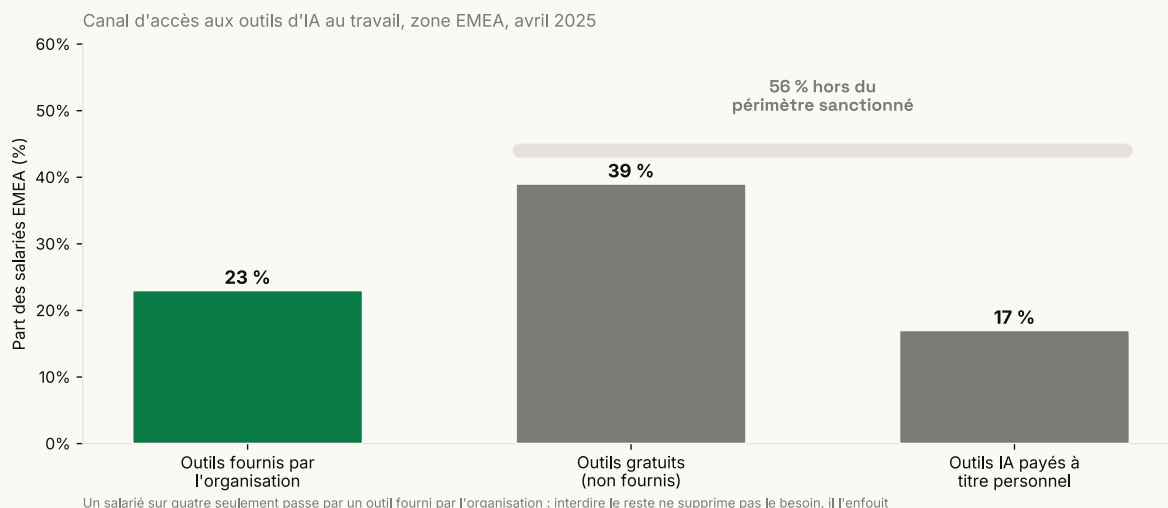
¹³Anagram, enquête auprès de 500 salariés à temps plein aux États-Unis (août 2025) : 45 % déclarent avoir utilisé des outils d'IA interdits au travail ; 40 % se disent prêts à enfreindre sciemment la politique de l'entreprise pour gagner du temps ; 58 % ont déjà saisi des données sensibles (dossiers clients, données financières, documents internes) dans des outils d'IA. Chiffres rapportés par HR Dive et Newsweek. <https://www.hrdive.com/news/workers-use-banned-ai-tools-at-work/757481/>

¹⁴IDC, Global Employee Survey (avril 2025), cité dans « Shadow AI: how stealth productivity is strangling enterprise AI adoption ». Zone EMEA : 39 % des salariés utilisent des outils d'IA gratuits non fournis et 17 % des outils payés à titre personnel (56 % hors périmètre), contre seulement 23 % d'outils fournis par l'organisation. <https://www.idc.com/resource-center/blog/shadow-ai-how-stealth-productivity-is-strangling-enterprise-ai-adoption-and-creating-a-security-nightmare/>

```
analyse.fig_canal_sanctionne(d);
```

Interdire n'a presque rien à proposer en face : le canal IA sanctionné reste minoritaire

Réagencer



Source : IDC, Global Employee Survey (avril 2025), zone EMEA

Mathieu GUGLIELMINO

- L'interdiction transforme un usage visible-mais-riské en usage invisible-et-riské : le pire des deux mondes. Ni la donnée française (KPMG), ni la donnée américaine (Anagram), ni la donnée EMEA (IDC) ne laissent croire que tracer une ligne rouge réduit l'usage — elles montrent toutes trois que la ligne est franchie, souvent sans même que le salarié sache qu'elle existe. D'où la bascule de posture : non pas interdire, mais **équiper là où le besoin existe et cadrer ce qui circule** — ce que développe la conclusion.

Conclusion : équiper et cadrer, pas interdire

Le shadow AI est l'image fidèle de la manière dont l'IA s'installe vraiment au travail : par le bas, par l'usage, plus vite que les règles. C'est un risque réel — fuite de données sensibles par des canaux invisibles, coût de sécurité désormais chiffré. Mais c'est tout autant un **signal** : si les salariés contournent le cadre, c'est qu'un besoin métier précis n'est pas équipé. Interdire ne fait que rendre l'usage plus discret, jamais moins fréquent.

Réagencer l'IA au travail, ce n'est donc pas tracer une ligne rouge : c'est **équiper là où le besoin existe et cadrer ce qui circule** — transformer un usage clandestin en outil validé, et un angle mort en visibilité. La première étape, en France, est de cesser de répéter un chiffre fantôme et de produire la mesure qui manque. C'est ce que cette étude veut faire exister.

Sources et références

Journal de recherche en cours — Réagencer, juin 2026. Données au 2026-06-13. Aucun employeur n'est nommé : on parle du modèle (la DSI, le RSSI), conformément au cadrage éditorial. Calculs et schémas : Réagencer.